

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 29/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**NEW DURALEX INTERNATIONAL**

7 rue du Petit Bois  
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : -  
Code AIOT : 0010001744

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2023 dans l'établissement NEW DURALEX INTERNATIONAL implanté 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 23/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent contrôle est conduit au titre du programme pluriannuel de contrôle 2023

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEW DURALEX INTERNATIONAL
- 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin
- Code AIOT : 0010001744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEW DURALEX INTERNATIONNAL à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN est spécialisée dans la fabrication d'articles de vaisselle et de contenants en verre trempé.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés préfectoraux des 20 octobre 2016 et 18 septembre 2018, délivrés précédemment à la société DURALEX INTERNATIONNAL. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2530 et 3330 de la nomenclature des installations classées.

Le four verrier de l'établissement relève des dispositions de la directive IED au titre de la rubrique 3330 (rubrique principale).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites des précédentes inspections
- Etat des stocks
- Déclaration accident/incident
- Equipements de sécurité gaz

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Zonage des dangers internes à l'établissement	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.2.2.1	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Mesures de prévention des explosions	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3.1	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Barrières de sécurité	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Contrôle des barrières de sécurité importantes	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Détecteur de fuite de gaz	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suite inspection 2022- Ressources en eau d'extinction incendie	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.1.1	/	Sans objet
9	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident/incident	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 2.5.1	Sans objet
2	Accident/incident	AP Complémentaire du 20/10/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ent	article 2.5.2	
10	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de lever plusieurs écarts en cours. Elle a permis de soulever des points perfectibles sur la connaissance et l'entretien des équipements de sécurité relatifs à l'utilisation du gaz naturel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accident/incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des accidents/incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. Cela concerne notamment les situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Événement avec conséquence humaine ou environnementale ;</li> <li>- Événement avec intervention des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- Pollution accidentelle de l'eau, du sol, du sous-sol ou de l'air ;</li> <li>- Rejet de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable, à l'exception des rejets émis en fonctionnement normal.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé sur ce thème
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant déclare qu'il tient un registre des accidents/incidents commun à la sécurité au travail et à l'environnement. Le registre est informatisé et au format tableur. Il est renseigné uniquement par la Responsable QHSEE et l'infirmière.</b> Sont renseignés les accidents et les presque accidents.  L'exploitant présente le registre. Sont notamment renseignés dans le registre le jour de l'évènement, le type d'évènement, le personnel impliqué.  L'inspection constate que le fichier est nommé AT, pour 'accident du travail'. L'inspection constate que le format du registre n'est pas adapté pour déclarer des incidents/accidents susceptibles de porter atteinte aux enjeux visés par l'article R. 511-1 du Code de l'environnement. Par exemple, le registre ne prévoit pas un mode de détection, par déclenchement d'une alarme, il n'intègre pas, dans les critères d'appréciation, l'importance de

<p>l'évènement et les impacts hors site.</p> <p>L'exploitant doit revoir le format du document ou utiliser un registre dédié dans lequel devront apparaître a minima les items suivants :</p> <p># Origine de l'évènement/presque évènement</p> <p># Mode de détection (humaine, alarme, autre)</p> <p># Barrières de sécurité activée et évaluation de leur efficacité</p> <p># Moyens d'intervention mobilisés</p> <p># Évènement retenu dans l'étude de dangers</p> <p># Conséquences évitée</p> <p># Analyses des causes profondes</p> <p># Mesures techniques et/ou organisationnelles prévues/mises en œuvre pour prévenir la survenue d'un évènement analogue</p> <p># Communication de l'évènement (interne/externe)</p> <p>L'exploitant déclare que les outils d'analyse ne sont pas encore déployés</p> <p>L'exploitant déclare que, depuis la précédente inspection de l'établissement, il n'a connu aucun accident, incident ou presque accident susceptible de porter atteinte aux enjeux visés par l'article R. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 2 : Accident/incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 2.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autres évènements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En outre et dans la mesure du possible, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des événements particuliers, tels feu, odeur, bruit significatifs, survenus sur son site dont il a connaissance et qui sont perceptibles de l'extérieur du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart relevé sur ce thème</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant déclare que la dernière plainte remonte à janvier 2022 et concernait un signalement pour une odeur de gaz. Ce signalement n'a pas été formalisé et n'a jamais été renouvelé. L'exploitant déclare que vu la situation du riverain par rapport aux installations gaz de l'établissement DURALEX, le site ne pouvait être incriminé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks technique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non</p>

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

[C1] L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks 'technique' conforme

#### **Observations :**

**L'exploitant déclare qu'il dispose tous les matins d'un état des stocks, sous la forme d'un tableur dématérialisé. Il ne parvient pas à accéder à cet état des stocks pour le présenter à l'inspection au cours du présent contrôle.**

L'état des stocks concerne principalement les produits finis. Il n'inclut pas les produits dangereux, les déchets ainsi que certaines catégories de matières combustibles tels que les palettes et les cartons destinés au conditionnement des produits finis.

<p>Par sondage, l'inspection note notamment que n'apparaît pas dans cet état des stocks les quantités de produit nettoyant/dégraissant de surface relevant de la rubrique 2563 (l'exploitant indique qu'il s'agit d'une fontaine de nettoyage sous contrat de location), d'oxygène relevant de la rubrique 4725, d'acétylène relevant de la rubrique 4719, de chrome VI associé à l'atelier de chromage.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que cet état des stocks est destiné, en situation de crise accidentel, à connaître les produits, substances impliqués et ceux susceptibles d'être impliqués en cas de dégradation de la situation.</p> <p>Cet état des stocks est en premier lieu à l'usage de l'exploitant, pour lui permettre d'apprécier la situation et de prendre la bonne décision. Il est en second lieu à l'usage des équipes d'intervention externe ainsi que de Madame la Préfète et de ses services pour définir une gestion de crise adaptée aux enjeux.</p> <p>Compte tenu de ces usages, l'état des stocks doit renseigner les produits par référence, mention de dangers, le cas échéant type de dangers, et leur localisation géographique. Il doit être tenu à jour selon les fréquences prévues par la réglementation (quotidienne pour les produits dangereux, hebdomadaire pour les produits et substances combustibles). Un plan doit y être associé, permettant d'identifier où sont positionnés chaque stock.</p> <p>Enfin l'état des stocks et le plan, ainsi que les fiches de données de sécurité lorsqu'elles existent, doivent être accessibles en toute circonstance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

#### N° 4 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks simplifié
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>[...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C2] L'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks 'simplifié' conforme</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks 'simplifié'</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que cet état des stocks, en situation de crise accidentelle, doit permettre de disposer des éléments de communication à destination du grand public.</p> <p>Cet état des stocks 'simplifié' est en premier lieu à l'usage de l'exploitant, pour répondre aux sollicitations de la presse et des riverains. Il est en second lieu à l'usage de la Madame Préfète et</p>



de ses équipes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

**N° 5 : Suite inspection 2022-Ressources en eau d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, notamment les moyens définis ci-après :</p> <p>Un réseau d'eau privé, constitué de la réserve du château d'eau et d'un surpresseur, avec un débit de 120 m3/h,</p> <p>18 poteaux incendie répartis autour de l'usine,</p> <p>45 robinets d'incendie armés (RIA),</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C3] L'établissement ne dispose pas de 45 robinets d'incendie armés</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :</b></p> <p>A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les derniers rapports de maintenance des robinets incendie armés de l'établissement. Il s'agit des documents suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport de la société ABC Protection Incendie consécutif à la vérification périodique du 20/10/2022 des 43 robinets incendie armés (RIA) du site =&gt; le rapport conclut à la conformité du débit d'eau de chaque RIA et au bon état général de 37 RIA (l'état général de 6 RIA a été constaté non-conforme par l'organisme de contrôle).</li> </ul> <p>De l'examen du second document, il s'avère qu'il manque 2 RIA sur la site pour justifier d'une quantité de 45 RIA imposée par l'article 7.7.4 de l'AP du 20/10/2016.</p> <p>L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des actions correctives prises pour remédier à la non-conformité de l'état général des 6 RIA déclarés non-conformes par la société ABC Protection Incendie (constat du 20/10/2022 de la société ABC Protection Incendie).</p> <p>Lors du présent contrôle, il a été consigné les constats suivants :</p> <p>L'exploitant déclare que le site a toujours disposé de 43 RIA. Aucun manquement n'a jamais été détecté par les assureurs.</p> <p>L'inspection demande à avoir communication des rapports des assureurs. Elle demande</p>

également à l'exploitant de transmettre un plan des RIA justifiant qu'aucune zone contenant des matières combustibles ou présentant un risque incendie ne soit dépourvue de moyen d'extinction adapté.

A l'issue, l'exploitant est invité, sur la base des éléments précités, à demander à Madame la Préfète un aménagement des prescriptions de son arrêté préfectoral selon les dispositions prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Enfin l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification des RIA de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 6 : Suite inspection 2021

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2016, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Electro-filtre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

**Constats :**

Pas d'écart relevé sur ce thème

**Observations :**

**Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :**

NC 1\* : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires pour l'entretien et l'exploitation de l'électrofiltre (vérifications périodiques, gestion des pannes et disponibilité du personnel formé au suivi de la maintenance de l'installation). De plus, l'organisation de la surveillance des vérifications périodiques, la gestion des pannes et la disponibilité du personnel formé au suivi de la maintenance de l'électrofiltre, ne sont pas définies et formalisées.

Par courriers des 05 et 07/04/2022, l'exploitant a transmis les compléments suivants :

Pilotage de l'électrofiltre :

- Présence du manuel d'utilisation
- Maintenance curative et préventive le 31/10/2021
- intégration dans le suivi des obligations avec fréquence de 12 mois
- Etude d'un contrat en cours (descriptif de la prestation, liste des pièces de rechange pour la maintenance)
- Implémentation du suivi des pannes via le suivi d'intervention de maintenance => en cours, [Projet GMAO reporté à 2023, création d'une base ACCESS), S25/2022
- Matrice de poly compétence ILUO déployée dans les services techniques S18/2022

Lors du présent contrôle, il a été consigné les constats suivants :

<p>L'exploitant déclare qu'il a été mis au budget le contrôle initial de l'électrofiltre par le fabricant de l'équipement. Ce contrôle est un prérequis avant la contractualisation du contrat de maintenance préventive. L'exploitant déclare que la commande a été passée pour intervention programmée en avril 2024.</p>
<p>L'exploitant déclare qu'il a mis en place un outil de GMAO dans lequel il a rentré le suivi de l'électrofiltre. La GMAO intègre notamment les contrôles quotidien préventifs réalisés sur cet équipement avec notamment les fréquences de réalisation. Il reste à intégrer à cette GMAO les procédures et les modes opératoires ad hoc.</p>
<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les procédures et les modes opératoires des contrôles préventifs internes ainsi que le rapport de contrôle initial de l'électrofiltre par le fabricant.</p>
<p>Enfin l'exploitant indique qu'il a classé les pièces de l'électrofiltre par degré de sensibilité en cas de panne et de disponibilité. Seul le moteur des marteaux a été classé en rang 1. Les autres pièces sont considérées de rang 2.</p> <p>Toute pièce de rang 1 fait l'objet d'un achat préventif. Toute pièce de rang 2 est intégrée dans le contrat de maintenance annuelle.</p> <p>DURALEX dispose donc désormais sur site d'un moteur de rechange pour les marteaux.</p>
<p>En conclusion, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les procédures et les modes opératoires des contrôles préventifs internes ainsi que le rapport de contrôle initial de l'électrofiltre par le fabricant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 7 : Suite inspection 2021

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Electro-filtre - Formation personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C4] L'exploitant ne justifie pas que les installations de traitement des rejets atmosphériques des installations de fusion du verre sont conduites par un personnel ayant la connaissance de la conduite à tenir</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :</b></p> <p>NC 2* : La surveillance du fonctionnement de l'électrofiltre n'est pas réalisée par du personnel suffisamment formé, à l'exercice des missions attribuées (surveillance du bon fonctionnement de l'électrofiltre, gestion des pannes,...).</p> <p>Par courriers des 05 et 07/04/2022, l'exploitant a transmis les compléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matrice de réaction sur l'électrofiltre</li> </ul>

<p>- Réviser les fiches de poste avec les fiches métiers pour le responsable fusion &amp; le technicien fusion =&gt; en cours,S16/2022</p> <p>Lors du présent contrôle, il a été consigné les constats suivants :</p> <p>L'exploitant déclare que les fiches de poste des techniciens fusion, des responsables fusion et des fondeurs ont été révisées.</p> <p>L'inspection demande à consulter en séance la fiche d'un fondeur. Il est effectivement rajouté la mention « maîtriser l'électrofiltre » dans les compétences attendues.</p> <p>En revanche, la fiche ne détaille pas les missions attendues et, par voie de conséquence les formations nécessaires pour mener à bien ces missions.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de montée en compétence de ses personnels aux postes de techniciens fusion pour répondre aux exigences réglementaires fixées par l'article 7.4.2 de l'APC du 20 octobre 2016.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

#### N° 8 : Suite inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences</p>

<p>de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive présents ne sont pas admis dans l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C5] L'exploitant ne fait pas contrôler ses installations foudre selon les dispositions de la norme en vigueur.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :</b></p> <p>NC 3 : La réalisation d'essais de continuité sur le Paratonnerre à Dispositif d'Amorçage (PDA) n° 2 n'a pas été effectuée lors de la vérification complète du 15/10/2021 des installations de protection foudre. Par ailleurs, l'exploitant justifiera de la réalisation d'un essai de continuité sur le PDA n° 1 lors de la vérification complète du 15/10/2021 des installations de protection foudre.</p> <p>Par courriers des 05 et 07/04/2022, l'exploitant a transmis un courrier de APAVE indiquant que le contrôle des lignes de descentes est effectué visuellement depuis le sol, en extérieur, pour les équipements qui sont installés en extérieur.</p> <p>Lors du présent contrôle, il a été consigné les constats suivants :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection l'étude technique foudre (ETF) de l'établissement. Cette étude conduite par l'APAVE est datée du 18 décembre 2014.</p> <p>Elle suppose que les équipements et leurs conditions de contrôle doivent être conformes à la norme dans sa version de 2011. Cette norme impose un contrôle et un test de chaque tête. En l'espèce, le contrôle réalisé par l'APAVE depuis le sol à la jumelle, qui se limite à vérifier l'intégrité du conducteur de descente à la terre, n'est pas conforme aux exigences de la norme.</p> <p>Le contrôle doit inclure un test des PDA. Pour les PDA non testables, la nature des vérifications à réaliser doit être définie par le fabricant et reprises dans l'ETF qui fixe les points de contrôle des vérifications.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60jours</p>

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle d'accès
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant doit actualiser les éléments transmis par courriel du 21 octobre 2021 relatifs à la situation vis-à-vis du site Allard et de la parcelle AM n°92</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :</b></p> <p>NC 4 : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement, aux entrées principale et arrière.</p> <p>Pour rappel, lors de la précédente inspection il avait été constaté au sud du site, la présence d'un terrain abritant un entrepôt et une zone de stockage extérieur de véhicules hors d'usage. Ce terrain n'était pas séparé par une clôture du site de la société DURALEX.</p> <p>L'accessibilité à cette partie arrière du terrain ne pouvait être effectuée qu'en utilisant le portail d'accès de la société DURALEX situé au sud est du site. Ce portail est ouvert pendant les heures ouvrables. Aucune surveillance des entrées et sorties n'est effectuée au niveau de ce portail.</p> <p>Des dégradations du portail et de la clôture situés à l'arrière du site avaient également été constatées tout comme la présence d'une personne travaillant sur la partie arrière du terrain.</p> <p>Interrogé sur les possibilités de sortie du tiers en dehors des heures ouvrables, l'exploitant a déclaré que la personne en question devait traverser l'ensemble des installations du site puis passer par l'accès principal de l'établissement. Interrogé sur la présence de tiers non autorisé traversant le site, l'agent de sécurité a déclaré à l'inspection des installations classées qu'il n'avait reçu aucune consigne de gestion. Lors de la visite sur site, il a été constaté l'absence d'activité de stockage de véhicules hors d'usage (évacuation de tous les VHU) et la réparation de la clôture. Pour autant, la dégradation du portail était toujours existante le jour de l'inspection.</p> <p>Par courriel du 21 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspecteur de l'environnement une photo justifiant de la réparation du portail.</p> <p>Concernant la gestion des entrées/sorties de l'établissement (accueil site), celle-ci est gérée pendant les heures ouvrables par un salarié de la société et par une société extérieure en dehors des heures ouvrables. Aucune procédure n'a pu être présentée par l'exploitant sur la gestion des entrées sorties de l'établissement.</p>

Par ailleurs, il est à noter la présence d'une parcelle\* à l'arrière, où se situe le portail d'accès à l'arrière du site, qui appartient à 2 entités différentes. A savoir, les sociétés Allard et New Duralex International . Cette dernière est en pour parler avec la société Allard pour être le seul propriétaire de cette parcelle

\* : Parcelle section AM n° 92 d'une longueur de 192 mètres environ sur 12 mètres de large

Selon les déclarations de l'exploitant, un audit de sûreté du site doit être effectué au mois de novembre 2021. Cet audit de sûreté a pour vocation d'identifier les vulnérabilités du site et d'analyser la pertinence des mesures de protection en place.

Lors du présent contrôle, il a été consigné les constats suivants :

Le présent thème n'a pas pu être abordé lors du présent contrôle.

L'exploitant doit actualiser les éléments transmis par courriel du 21 octobre 2021 relatifs à la situation vis-à-vis du site Allard et de la parcelle AM n°92

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 10 : Suite inspection 2021

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis feu

**Prescription contrôlée :**

Le permis rappelle notamment :

les motivations ayant conduit à sa délivrance,

la durée de validité,

la nature des dangers,

le type de matériel pouvant être utilisé,

les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,

les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,

à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Lorsque la sécurité ne peut plus être assurée (démantèlement des protections incendies, montée en puissance des travaux, occupation anormale des aires de circulation et de manutention) l'activité d'exploitation doit cesser dans la partie du site concerné.
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé sur ce thème
<b>Observations :</b> <b>Lors du contrôle du 10/11/2022, il a été consigné les constats suivants :</b> NC 5 : Les permis feu ne rappellent pas les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nature des dangers ;</li> <li>• le type de matériel pouvant être utilisé ;</li> <li>• les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li> </ul> <p>Par courriers des 05 et 07/04/2022, l'exploitant a transmis la note "Mode opératoire permis feu NDI-02_F_005 Rév B</p> <p>L'inspection relève que le modèle de permis feu annexé à cette note contient les items suivants :</p> <p># Matériels utilisés</p> <p># Risques identifiés liés à la structure, à l'environnement et aux activités du site</p> <p># Les protections à prévoir</p> <p>Le contenu est de nature à répondre aux exigences réglementaires. La non-conformité est levée</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations. L'exploitant détermine et signale pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Il distingue 3 types de zones : Les zones à risque permanent ou fréquent ; Les zones à risque occasionnel ; Les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins. Les couches, dépôts et tas de poussières combustibles doivent être traités comme toute autre source susceptible de former une atmosphère explosive. Les zones de danger sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées dans un document systématiquement tenu à jour.
<b>Constats :</b> [C6] L'exploitant ne dispose pas d'un plan recensant l'ensemble des parties des installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre et matérialise de manière incomplète ces risques sur le terrain.
<b>Observations :</b>



**L'exploitant présente son plan de zonage des aires à risque de l'établissement.**

Le plan n'est pas daté. Il s'agit d'un plan sur lequel sont annoté les activités/produits jugés comme à risque.

L'inspection constate que le plan présenté n'est pas conforme :

# Le plan ne référence pas les zones par type de risque (incendie / atmosphères explosives / émanations toxiques / électrique / etc.)

# Pour chaque zone, le plan ne définit pas 3 temporalités de risques (permanent / occasionnel / ponctuel)

# Aucun pictogramme n'est représenté sur le plan, par cohérence avec les pictogrammes sur le terrain

Notamment en l'espèce, en lien avec le thème abordé lors de la présente inspection, aucun risque associé au gaz naturel n'est apposé sur le plan.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan constitue un des éléments centraux de la connaissance du risque, qui notamment doit être associé à chaque procédure d'élaboration d'un permis feu.

Sur le terrain, l'inspection constate qu'un panneau « zone ATEX » est apposé à l'entrée de l'atelier verrerie. De même le risque électrique est rappelé par un pictogramme sur le boîtier électrique mitoyen. En revanche, aucun marquage n'est apposé au droit du poste de livraison de gaz du site.

En revanche, l'inspection constate que les canalisations de gaz sont convenablement identifiables par leur couleur jaune, que le sens de circulation du gaz est correctement matérialisé.

L'organe de coupure d'urgence (bouton coup de poing) au niveau du poste de livraison gaz du site est matérialisé par un panneautage, cependant ce dernier est partiellement effacé et posé au sol. L'exploitant doit mettre en place un panneautage plus visible et pérenne.

Au niveau de la vanne manuelle de coupure du réseau gaz en entrée d'atelier, il est constaté l'absence de panneautage signalant sa position et le sens de manipulation pour fermer l'arrivée de gaz en cas d'urgence.

Au niveau de l'entrée à la salle de contrôle, l'organe de coupure d'urgence (bouton coup point) est matérialisé par un panneautage adapté, au sein d'un boîtier électrique qui regroupe également l'acétylène et l'oxygène.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 12 : Mesures de prévention des explosions**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection des équipements

**Prescription contrôlée :**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

<p>Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les installations à risques sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds et de la foudre. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle suivant les normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C7] Le réseau de gaz n'est pas efficacement protégé contre les chocs</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Sur le terrain, au niveau du poste de livraison du gaz sur le site, l'inspection constate que la zone est grillagée. L'intégrité du grillage n'est pas remise en cause.</b></p> <p>La canalisation passe ensuite en réseau enterré jusqu'à l'atelier.</p> <p>A l'entrée de l'atelier, l'inspection constate que la canalisation de gaz est raccordée à la terre.</p> <p>En revanche aucune protection contre les chocs n'est mise en place pour prévenir les chocs sur cette canalisation. L'inspection constate que le mur adjacent est partiellement endommagé par le choc d'un engin de levage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 13 : Barrières de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des MMR et des barrières de sécurité importantes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C8] L'exploitant ne dispose pas d'une liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité importantes</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de présenter la liste des MMR et des barrières de sécurité importantes.</b></p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que pour gestion efficace des équipements essentiel à la maîtrise du risque accidentel du risque de son établissement, il doit disposer d'une liste des barrières de sécurité. Cette liste, dont le niveau de détail doit être proportionné aux enjeux, peut utilement décliner tout ou partie des items suivants :</p> <p># Type et nombre de détecteur (gaz, pression, etc.) classé par fonction – modèle – année de mise en service – niveau de sensibilité</p>

<p># Unités de traitement associées aux détecteurs – Indépendance / redondance des équipements de détection</p> <p># Actions associées (signal d'anomalie par une alarme visuelle / sonore / fenêtre pop-up au poste de supervision / etc.) - seuils associés à chaque action</p> <p># Nature et fréquence des opérations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et de test – compétence mobilisée (interne / externe)</p> <p>Pour chaque équipement, l'exploitant doit disposer des fiches techniques permettant de justifier les fréquences et la nature des opérations à conduire (par exemple la fréquence de remplacement de la batterie de secours d'un système de sécurité incendie, de la cellule de détection d'un capteur gaz, etc.).</p> <p>La liste doit renvoyer vers des consignes qui définissent les modes opératoires des maintenances préventives ainsi que les actions transitoires en cas d'indisponibilité de tout ou partie d'une barrière.</p> <p>Ces équipements doivent être reportés sur un plan.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

#### N° 14 : Contrôle des barrières de sécurité importantes

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Enregistrement des contrôles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques ou d'un élément important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C9] L'exploitant ne contrôle pas périodiquement les équipements impliqués dans la sécurité de ses installations au gaz naturel</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Le présent thème est décliné sur les barrières de sécurité liées aux installations de gaz naturel qui alimentent le four verrier et les 5 feeders.</b></p> <p>L'exploitant indique que les réseaux air et gaz font l'objet d'un contrôle ponctuel des fuites, confié à un prestataire externe.</p> <p>En dehors de ces contrôles, l'exploitant rappelle que du personnel est présent sur site en permanence et donc à même de détecter une odeur de gaz.</p> <p>Concernant les dispositifs d'alarme, ces équipements font partie du contrat en cours de discussion avec la société de maintenance du système de détection incendie.</p> <p>En salle, l'inspection constate que les équipes ont des difficultés à identifier les types de détecteurs impliqués dans la surveillance du réseau de gaz, à même de détecter une fuite sur le réseau ou au droit d'un des équipements.</p>

Sur le terrain, l'inspection se rend au poste de livraison gaz et dans l'atelier au niveau des panoplies du four verrier et de feeders. L'inspection constate que chaque réseau dans les panoplies est équipée d'électrovannes redondantes. Sur la panoplie du four verrier :

# 2 pressostats sont disposés en amont de l'électrovanne de tête,

# 1 pressostat est positionné entre les électrovannes,

# 1 double cellule de détection est positionnée en aval de la seconde électrovanne

L'ensemble de ces équipements sont étiquetés par un identifiant spécifique.

Plusieurs vannes manuelles d'isolement sont disposées sur le réseau. L'inspection n'identifie aucun détecteur gaz dans l'air ambiant au droit des panoplies. De même aucun détecteur de perte de flamme n'est présent au droit des fours autre qu'une caméra dans le four verrier. L'exploitant justifie qu'un tel équipement n'est pas nécessaire étant donné la température du verre en fusion qui implique une inflammation automatique de toute vapeur de gaz, avant son accumulation dans l'enceinte du four.

Le responsable maintenance est capable d'identifier ces équipements et connaît leur fonction. Il indique que ces équipements ont été mis en place en 2017 mais qu'ils ne font l'objet d'aucun contrôle périodique à ce jour. Il indique à l'inspection qu'un programme de contrôle interne est en cours d'élaboration. Pour le moment, aucun registre de maintenance et d'entretien n'est renseigné.

Selon le personnel de DURALEX, en cas d'anomalie détectée sur le réseau gaz, une fenêtre pop-up apparaît sur l'un des ordinateurs de supervision situé en salle de contrôle et une alarme sonore est déclenchée.

L'exploitant doit mettre en place un contrôle périodique permettant de vérifier l'opérationnalité de l'ensemble de la chaîne de sécurité depuis la détection, jusqu'à l'isolement du réseau et l'alerte du personnel. La périodicité des vérifications des équipements doit être conforme aux préconisations du fabricant de ces mêmes équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3mois

#### N° 15 : Détecteur de fuite de gaz

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle, notamment dans les cellules de stockage de l'entrepôt. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

<p>Les systèmes de détection d'incendie ou de gaz doivent être conforme aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs dans chaque installation, notamment dans l'exploitation des stockages et capacité de produits.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats viennent compléter l'écart [C8] L'exploitant ne dispose pas d'une liste des mesures de maîtrise des risques et des barrières de sécurité importantes, avec pour les détecteurs, le référentiel de conformité associé</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le présent contrôle n'a porté que sur les détecteurs relatifs au gaz naturel. Le contrôle des détecteurs incendie dans les cellules de stockage de l'entrepôt ont été abordés lors de précédents contrôles. La conformité à cet article renvoie vers les observations consignées au point 13 du présent rapport. Il est rappelé à l'exploitant que tout détecteur gaz doit être conforme aux référentiels en vigueur</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6mois</p>